

Le boycott est notre résistance non violente palestinienne

11.02.2014

Categories: BDS-Arguments



Le 10 février, Haaretz a publié un article de Hanan Ashrawi, membre du Comité exécutif de l'OLP et qui dirige le Département Culture et Information de l'OLP. L'article a été traduit en français par BDS France.

[Lire l'article](#) sur bdsfrance.org

La controverse de SodaStream, qui a récemment attiré l'attention des médias dans le monde, a mis en exergue l'occupation qu'Israël poursuit toujours et a contribué à la sensibilisation croissante d'une conscience à l'échelle mondiale et d'une responsabilité sociale envers la Palestine. Elle a exposé aux yeux de tous, et dans tous ses aspects, la question de l'impunité israélienne et de l'impératif d'une intervention à multiples facettes et d'une mise en responsabilité.

Le choix de Scarlett Johansson de se faire l'image de Sodastream, une société qui exploite une usine dans la colonie illégale de Ma'ale Adumim, a amené au premier plan le débat sur l'activité coloniale israélienne qui se poursuit et sur le coût réel d'une telle politique, dangereuse et irresponsable. Mme Johansson, qui était en même temps l'ambassadrice d'une organisation de défense des droits de l'homme, Oxfam, s'est trouvée soudain confrontée à un conflit d'intérêts et à devoir assumer une responsabilité et un choix personnels. Le fait que Mme Johansson ait décidé de lier son sort à celui de SodaStream est, au mieux,

naïf, et au pire, l'expression d'une absence totale de respect pour la justice et les droits humains.

Diverses formes complémentaires de résistance non-violente, qui partagent le respect du droit international, les valeurs et les principes universels comme les exigences d'une paix juste, ont commencé à prendre de l'essor dans l'arène internationale. Les objectifs de cette résistance sont d'abord que l'exceptionnalisme d'Israël et le sentiment que tout lui est dû doivent être conduits à leur terme ; et ensuite que les conséquences de son occupation qui se poursuit doivent être redirigées vers Israël, et notamment ses coûts moraux, économiques et politiques.

Initiée par la société civile palestinienne et soutenue par des organisations de solidarité et des gens de conscience à travers le monde, et même en Israël, le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) s'inspire, à plusieurs égards, du long mais efficace combat pour la fin de l'apartheid et du racisme institutionnel en Afrique du Sud. Qu'il ait réussi à lever une prise de conscience mondiale et à encourager des actions dans les sphères économique, culturelle et universitaire, a gagné progressivement l'adhésion.

Ce mouvement mondial constitue une manière efficace et responsable de s'affronter à l'escalade des violations israéliennes, surtout à ses activités de colonisation, à la confiscation de la terre palestinienne, à la démolition des maisons palestiniennes, au blocus militaire de la bande de Gaza, et à l'annexion et l'isolement de Jérusalem. Il constitue également une méthode proactive de résistance non violente essentielle à la lutte palestinienne pour l'égalité et la liberté. Il donne aux personnes, aux organisations et réseaux partout dans le monde la possibilité de s'engager efficacement et de changer les choses au moyen d'actes individuels et collectifs de responsabilité sociale.

Un tel mouvement habilite tant les Palestiniens que celles et ceux qui les soutiennent, et il leur permet de s'opposer aux mesures oppressives de l'occupation israélienne et de résister avec succès d'une manière responsable et non armée. Il démontre en outre que l'occupation est coûteuse et qu'elle crée une incitation pour les membres de la société civile israélienne à tenir leur gouvernement responsable, et à l'appeler à mettre fin à de telles politiques qui sapent leur propres intérêts nationaux et anéantissent la solution à deux États.

De plus en plus, des États, à titre individuel, se dissocient de l'entreprise coloniale de peuplement, que ce soit au niveau bilatéral ou multilatéral, ou dans les sphères publiques et privées. Ces étapes sont une mise en application de politiques et de principes, de même que de leur droit national et du droit international, et elles sont destinées à sauver la solution à deux États face à une politique profondément préjudiciable d'expansion coloniale menée par Israël.

Avec ce changement de paradigme, les règles de l'engagement ont bougé. Les citoyens, les États et les gouvernements du monde ne sont plus prêts à tolérer la course effrénée du gouvernement israélien pour la création d'un « Grand Israël » ou d'un système d'apartheid d'occupation et de discrimination. Quand le secrétaire d'État US, John Kerry, a fait allusion à cette réalité, plutôt que de tenir compte du message, les dirigeants israéliens se sont lancés dans une campagne hystérique contre le messenger.

Aucune pirouette ni « hasbara » (une propagande pourtant largement financée) ne seront capables de contrer un tel mouvement mondial et en expansion. L'utilisation abusive de la vieille mantra usée de la « délégitimation » et du parti pris anti-israélien est fallacieuse étant donné les violations constantes et systématiques par le gouvernement israélien du droit international et du droit humanitaire international.

Si Israël choisit de se définir uniquement à travers son projet d'occupation par la colonisation et le nettoyage ethnique, alors il supporte seul l'entière responsabilité de sa propre « délégitimation ».

La Dr Hanan Ashrawi est membre du Comité exécutif de l'OLP et elle dirige le Département Culture et Information de l'OLP.

Ha'aretz : <http://www.haaretz.com/opinion/.premium-1.573315>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE